



Introduction

Jean-Pascal HIGELÉ & Lionel JACQUOT

L'engagement se définit « comme forme de participation durable à une action collective visant la défense ou la promotion d'une cause » au sens large du terme, énonçait déjà en 1960 Howard Becker (2006). Lorsqu'on s'engage c'est donc d'abord pour une cause, pour défendre une représentation ou une pratique jugée légitime, souhaitable et/ou pour en combattre d'autres. On s'engage pour ou contre quelque chose. Les contributions que nous avons réunies dans cet ouvrage à partir des communications présentées au Festival international de sociologie qui s'est déroulé à Epinal en octobre 2015, dessinent des figures d'engagement qui se portent d'abord sur un objet d'engagement. Nous avons donc essentiellement structuré cet ouvrage autour de ces objets d'engagement qui forment autant de parties de l'ouvrage : la profession, l'art, la politique partisane, les pratiques quotidiennes alternatives, le lieu de vie.

Si les objets d'engagements constituent la trame de présentation des contributions, le questionnement sur les déterminants de ces engagements traverse l'ensemble de l'ouvrage. L'engagement est-il affaire de classes sociales, de groupes sociaux, d'individus ?

On peut voir dans diverses contributions que la notion de classe permet d'expliquer les formes et intérêts à l'engagement sur la base de propriétés macro-sociales liées à des intérêts et à des ressources sociales, matérielles,



Figures de l'engagement

culturelles spécifiques mais transversales à la société et qui excèdent l'objet de l'engagement. Raphael Challier s'intéresse ainsi à l'engagement partisan des « classes populaires » ce qui permet de voir comment se traduit cette appartenance de classe dans les pratiques militantes au-delà de l'attache partisane. En étudiant diverses mobilisations d'habitants, Claudette Lafaye s'intéresse à ce que traduisent ces engagements dont elle observe qu'ils concernent fortement les « classes moyennes », et analyse les alliances qui peuvent se nouer avec les personnes appartenant aux « classes populaires » du quartier. Cette approche permet à l'auteure d'interroger les analyses en termes de gentrification. C'est encore le cas de Nicolas Brusadelli et Yannick Martell qui montrent que les distinctions qui s'opèrent chez les personnes engagées dans l'organisation de « villages des alternatives » s'expliquent par une opposition entre deux fractions distinctes des classes moyennes.

D'autres approches mettent la focale sur les groupes sociaux et vont interroger un niveau méso-social pour analyser les modalités de l'engagement. Les auteurs qui étudient les formes d'engagement professionnels (partie 1) mobilisent ainsi avant tout les analyses de groupes professionnels et leurs formes d'institution et de professionnalisation. C'est donc au travers des propriétés professionnelles, la manière dont elles se transmettent ou se construisent, que les auteurs expliquent les formes d'engagement professionnel, bien que d'autres dimensions de socialisation – en particulier politique – soient également explicatives et mobilisées. On peut également voir que, dans un autre registre, lorsqu'Isabelle Lacroix interroge l'engagement des anciens enfants placés dans les associations d'anciens bénéficiaires de l'Aide sociale à l'enfance, tout en s'intéressant aux trajectoires individuelles, elle ancre son analyse à l'identité à laquelle ce groupe d'enfant placé renvoie, pour montrer que l'engagement en tant qu'ancien bénéficiaire de l'aide sociale à l'enfance correspond à une forme de retournement du stigmaté associé au groupe.

Enfin, la focale explicative peut être portée à un niveau microsocial en observant les facteurs individuels déterminants. En interrogeant les trajectoires militantes, certains contributeurs comme Julien Joanny ou Isabelle Lacroix renvoient une part de l'explication non pas à des appartenances collectives mais à une biographie spécifique, à des contre-



Introduction

parties ou bénéficiaires individuels à l'engagement, qui expliquent chaque engagement.

Au-delà des choix de se porter à un niveau macro, méso ou micro social, l'analyse de l'engagement est abordée par les différents contributeurs à travers la manière dont le collectif est fondé dans l'action engagée. Cette dimension du collectif et des formes qu'il revêt renvoie à une autre dimension transversale du livre qui est celle de l'organisation dont nous pouvons donner quelques illustrations. Il peut s'agir de s'intéresser aux modes de fonctionnement internes. Maité Juan s'intéresse à cet égard à la manière dont un centre social et culturel travaille aux modalités démocratiques de son fonctionnement pour articuler son héritage associatif et autogestionnaire et une certaine institutionnalisation qui lui est pour partie contradictoire. Il peut s'agir d'étudier l'organisation dans ses orientations programmatiques. On peut voir dans la contribution de Jean-Philippe Tonneau l'importance donnée à comprendre l'histoire, la structuration et les registres d'action de l'organisation comme collectif – ici le Mouvement d'action judiciaire – pour parler de l'engagement des avocats d'extrême gauche. L'organisation comme collectif au service d'idées ou de valeurs fondent précisément le sens du collectif. Ainsi, l'organisation est le cœur de l'objet des dissidences étudiées par Romain Mathieu puisqu'il s'agit de comprendre les ressorts et les enjeux de la rupture vis-à-vis d'un collectif partisan et la construction d'un collectif partisan alternatif comme cadre du développement de l'action engagée. Mais faire collectif peut prendre des dimensions plus ou moins formelles. Il peut s'incarner dans des organisations inscrites dans la durée, ou apparaître dans des moments spécifiques de mise en réseau comme dans le cas des « villages des alternatives » étudiés par Nicolas Brusadelli et Yannick Martell. L'engagement peut même se situer dans un collectif conçu comme une communauté abstraite partageant des valeurs sans pour autant strictement se coordonner pour agir. Le travail sur le recours aux sites de don mené par Frédérique Giraud interroge ainsi cette dimension collective de l'engagement, puisque l'objet de l'engagement lui-même – la pratique de don d'objet – si elle s'inscrit dans une ambition collective aux justifications diverses (économique, écologique, anticonsumériste), ne nécessite pas l'appartenance à un collectif concret conçu à cet effet

Figures de l'engagement

pour s'exercer, et se constitue par là comme une « action collective individualisée ».

Il nous faut encore noter que l'engagement suppose une mobilisation durable, toute la question restant de savoir ce que l'on qualifie de durable. Toutefois, cette question de la durée dans le rapport à l'engagement renvoie également aux processus qui conduisent dans le temps à produire un ou des engagements. Sawicki et Siméant (2009) notait dans leur article bilan de la sociologie de l'engagement militant que la recherche en la matière avait largement investi la dimension processuelle de l'engagement. Nous proposons dans cet ouvrage, une partie qui s'intéresse au lien entre l'engagement et les parcours de vie qui nourrit ce questionnement (partie 6). Toutefois, la durée étant intrinsèque au concept d'engagement, cette dimension de trajectoire militante construite dans le temps traverse nécessairement plus largement l'ouvrage.

Il est notable que l'attention au processus d'engagement s'est faite en particulier sous l'influence du paradigme interactionniste en sociologie. Nous retrouvons cette influence par exemple dans les contributions de Julien Joanny ou encore d'Isabelle Lacroix qui mobilisent explicitement la notion de carrière militante en référence directe aux travaux d'Howard Becker. Pour autant, les propriétés sociales des individus restent pour certains de nos contributeurs largement explicatives de l'inscription dans le temps des rôles pris par chacun et lorsqu'on s'intéresse à la manière dont les individus s'engagent, c'est-à-dire à la façon dont ils participent dans la durée à une action collective, on se retrouve souvent à combiner les dispositions sociales favorables à la trajectoire militante et le sens donné par les acteurs eux-mêmes aux trajectoires, comme le font par exemple Georges Ubbiali à propos des syndicalistes retraités, Jean-Philippe Tonneau à l'égard des avocats du Mouvement d'action judiciaire, ou encore Mathilde Sempé et Christophe Voilliot pour comprendre la dimension « engagée » d'une revue de Jazz.



Pour questionner aussi bien les objets que les formes, les déterminants et les trajectoires d'engagements, nous vous invitons donc à observer les figures de l'engagement extrêmement diverses que les contributeurs de l'ouvrage nous donnent à voir et que nous avons rassemblées en cinq grandes parties thématiques.

Introduction

La première partie s'intéresse à l'engagement professionnel dans le double sens d'un engagement au service de la profession et de la profession au service de l'engagement. Lorsqu'on s'intéresse à l'engagement professionnel, il est courant de voir surgir des figures professionnelles dont la structuration corporative est forte ou dont la dimension vocationnelle est régulièrement invoquée. Les contributions rassemblées ici n'échappent pas à la règle, puisque plus que l'engagement dans ou par le travail que l'on peut observer dans tout emploi à des échelles diverses, c'est à l'enjeu d'identité professionnelle que l'engagement est rattaché dans les textes qui forment cette première partie.

Ornela Mato analyse ainsi comment l'engagement en faveur de la langue des signes (et du modèle « gestuel-visuel ») dans l'éducation des jeunes sourds s'articule à des enjeux de reconnaissance et d'influence des différents groupes professionnels intervenant dans ce champ et aux pratiques professionnelles qui se construisent ainsi à cette occasion. L'engagement professionnel de corps professionnels émergents dans les années 1970 et l'émergence d'un Mouvement sourd qui cherche à extraire les sourds d'une définition par le handicap pour affirmer une identité sourde, rentrent en écho. Ornela Mato analyse ici comment trois professions – les professeurs, les éducateurs et les orthophonistes – sont engagées dans cette articulation entre enjeux de la place de la profession et des pratiques professionnelles sur la question de la langue des signes (LS) : un engagement par et pour la LS, en somme.

Dans un second chapitre, Lucile Girard s'intéresse pour sa part à la profession d'infirmier dans laquelle l'engagement subjectif dans la relation de soin des infirmier(e)s, bien que distinct de l'engagement des bonnes sœurs dans le soin aux malades dont elles sont héritières, reste un élément central du métier. Plus précisément, l'auteure de ce chapitre analyse à travers la formation des futur(e)s infirmier(e)s comment se construit l'engagement infirmier. La formation apparaît, outre l'apprentissage des techniques infirmières, comme un rite initiatique chargé de mettre à l'épreuve la capacité d'engagement pour le patient y compris dans la confrontation à la souillure, à l'intime, à la vieillesse, etc. Le métier, malgré ses diversités dont l'auteure relate également l'importance au



Figures de l'engagement

sein des différents segments professionnels, a comme base commune de se définir comme engagement pour le patient.

Jean-Philippe Tonneau nous donne à lire une histoire d'engagement spécifique, celle des avocats d'extrême gauche organisés dans les années 1970 dans le Mouvement d'Action Judiciaire (MAJ). L'intérêt de ce papier est de dépasser l'approche du Cause Lawyering qui s'intéresse à la manière dont le droit et ceux qui le font participent de la construction d'une cause et d'une mobilisation sociale. La biographie des avocats auxquels il s'intéresse montre que leur engagement professionnel se traduit par divers registres qui concernent bien sûr des affaires de portée politique, mais aussi le changement des pratiques professionnelles qui passent également par un investissement conforme aux codes de l'institution elle-même (participation aux élections de l'ordre des avocats, par exemple). L'engagement professionnel prend donc des formes multidimensionnelles en partie intriquées.

Le texte de Mathieu Béraud et Pablo Parra s'intéresse pour clore cette partie à l'engagement dans les AMAP (Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne), non sous l'angle plus largement étudié d'un mode de consommation engagé, mais sous l'angle des producteurs qui les fournissent. Pourquoi et comment ces agriculteurs se retrouvent engagés dans une AMAP? Les auteurs montrent comment les agriculteurs organisent leurs pratiques professionnelles entre une logique marchande – les AMAP ont notamment vocation à sécuriser les revenus des producteurs par l'engagement d'achat des consommateurs – et une logique militante – promouvoir une autre distribution agricole et des modes de production. Ils mettent en relation les configurations différenciées d'engagement des producteurs avec des déterminants socio-biographiques (études, origines agricoles, ancienneté dans le métier, etc.), technico-économiques (taille de l'exploitation, types de culture, méthodes de production, proximité de zones urbaines, etc.) et professionnels (inscriptions dans les réseaux corporatistes et syndicaux) qui dessinent ainsi des figures diverses d'engagement professionnel des producteurs.

Nous consacrons ensuite une deuxième partie de l'ouvrage à l'engagement par et pour l'Art. C'est un lieu commun que de parler d'engagement dans l'Art. Pour autant, le spectre de cet engagement

Introduction

de l'Art dépasse largement le contenu des œuvres. C'est à la pratique d'engagement dans l'accompagnement de la réception des œuvres que les auteurs réunis ici s'intéressent.

Ainsi, Léo Souillès-Débats retrace l'histoire de mouvement ciné-club de la fin de la seconde guerre mondiale à nos jours. Il montre les mutations de l'engagement dans ce secteur spécifique de l'éducation populaire des différentes générations de militants cinéphiles. Engagement pour le cinéma, l'activité cinéclubiste, par le choix des films et le travail d'accompagnement de leur diffusion, est aussi un engagement par le cinéma pour une élévation culturelle et sociale. Léo Souillès-Débats montre que, passée la génération des fondateurs, cet engagement par et pour le cinéma va se transformer du fait de l'extension du mouvement et de l'autonomie prise par ses animateurs, mais aussi du développement d'une offre commerciale d'Art et d'essai ou encore aux effets d'institutionnalisation de l'éducation populaire par la gauche arrivée au pouvoir en 1981. Au fond, alors qu'il était encensé dans l'après-guerre, la disparition du militant des cinéclubs traduit-elle aujourd'hui un échec face au secteur commercial et à la récupération par les pouvoirs publics ? Ou traduit-elle l'épuisement du rôle social des cinéclubs dans un contexte de multiplication des modes d'accès au cinéma, y compris accompagnée de présentations ou débats sur le modèle des cinéclubs, qui serait le signe d'un succès du travail des générations militantes qui se sont succédé ?

Annick Madeck analyse une autre mobilisation de l'Art comme vecteur d'engagement à travers l'observation de la professionnalisation d'une compagnie de théâtre d'improvisation. Le théâtre d'impro étant marginalisé dans les canaux de financement de la culture, la compagnie observée trouve des ressources dans des interventions commanditées par des entreprises. L'engagement par le théâtre d'improvisation consiste à reformuler la commande pour permettre, en mobilisant des méthodes proches des sciences sociales, de mettre en exergue les pratiques dans l'entreprise et provoquer une aspiration au changement.

Enfin, Mathilde Sempé et Christophe Voilliot montrent pour leur part l'intrication entre les formes de la critique musicale et l'engagement politique des rédacteurs à travers l'exemple de la revue *Jazz Hot* créée en 1935. Le type de Jazz défendu par la revue – le free Jazz – remet en

Figures de l'engagement

cause les codes établis au sein du Jazz. Ce parti pris artistique va venir résonner avec l'humeur anti-institutionnelle des années 1968, offrant à une génération de critiques engagés à l'extrême gauche, un lieu d'articulation des critiques artistique et politique. L'engagement par l'Art devient un prisme d'un engagement plus global, mais qui au final fera long feu, face en particulier à la contrainte économique de survie de la revue.

S'intéresser à l'engagement renvoie nécessairement à question de la cause politique. Comment prend-t-on parti ? Comment et pourquoi des individus s'organisent politiquement ? Nous posons cette question dans la troisième partie de l'ouvrage, à travers deux contributions sur l'engagement partisan et une contribution ou prendre parti renvoie à une cause, celle de l'école laïque.

La contribution de Raphael Challier interroge l'engagement partisan des « classes populaires ». Pour l'auteur, le rapport au politique des ouvriers et employés a fait l'objet d'analyses homogénéisantes, les renvoyant le plus souvent au désengagement, à la dépolitisation ou au conservatisme et à la « droitisation ». L'auteur montre que la démobilisation des classes populaires et non seulement plus nuancée, mais que ce qu'il y a de commun dans l'engagement populaire ne renvoie pas tant à une homogénéité idéale qui les classerait dans un camp (la gauche que les classes populaires abandonneraient), qu'à des rapports sociaux de classes plus classiques qui se retrouvent sur tout l'échiquier politique et qui assignent l'engagement populaire au rôle de « simple militant ».

Romain Mathieu s'intéresse pour sa part à la question de l'engagement sous l'angle particulier de la dissidence. Quels sont les mécanismes qui expliquent que l'on passe de l'engagement dans un parti à la création d'un nouveau parti conforme à l'idée de son engagement ? L'auteur montre comment la dissidence fraye un chemin difficile entre la fidélité au sens donné à son engagement qui se trouverait trahie d'une part et l'attachement à un parti, à son collectif, en même temps que l'incertitude de la dissidence d'autre part.

Prendre parti, cela passe aussi par d'autres engagements que celui spécifiquement partisan. Alexandre Laumond nous invite ainsi à comprendre l'histoire des parcours d'engagement des instituteurs francs-maçons dans les Vosges durant le 20ème siècle, et la manière dont ils ont pris parti



Introduction

pour la laïcité et l'école publique. L'intrication des engagements de ces instituteurs entre la franc-maçonnerie, le syndicalisme, le mutualisme et l'éducation populaire tient à la matrice commune de cet engagement pour l'Ecole laïque et républicaine qui se déploie dans divers réseaux militants, dont la franc-maçonnerie cherche à constituer un point de réunion. Les transformations du système éducatif et l'installation durable du principe de laïcité posent donc aujourd'hui la question du rôle que doit jouer la franc-maçonnerie confrontée à une forme d'essoufflement de l'actualité de ses objectifs initiaux.

Depuis longtemps s'opposent des approches de la transformation sociale entre la modification des conditions institutionnelles qui passe notamment par la prise de pouvoir, et le changement « par le bas » en développant ici et maintenant des pratiques dites alternatives. Nous consacrons une quatrième partie à des contributions qui s'intéressent à l'engagement par et pour ces « pratiques alternatives » où l'enjeu de la transformation sociale passe par l'addition des manières de faire différentes de tout un chacun. Pour autant l'engagement pour transformer les pratiques quotidiennes dans un sens plus démocratique, plus écologique, ou plus généralement conforme à une éthique personnelle, peut relever de registres différents selon que la conformation à cette éthique personnelle constitue en soi l'enjeu de l'engagement qui peut être militant ou même simplement personnel, ou s'inscrit dans une ambition de transformation sociale plus générale.

C'est ce que montre notamment Frédérique Giraud, qui propose dans sa contribution une typologie des usages des sites internet de dons. Parmi les formes d'usages dont elle rend compte, par ailleurs non exclusifs les uns des autres, elle en distingue deux qui relèvent d'un engagement, notamment parce qu'ils sont présentés comme tel par les personnes interviewées. L'engagement dans ce que nous pouvons nommer « pratique alternative », en l'occurrence donner ou prendre des biens sans qu'il n'y ait échange marchand, a cela de particulier que la pratique suffit en elle-même comme objectif de l'engagement. Le changement espéré – écologique et/ou anticonsumériste – est conçu comme la somme des changements de pratiques individuelles. Aussi il n'est pas nécessaire de se faire militant, et convaincre autour de soi de la nécessité du changement, pour se sentir

Figures de l'engagement

engagé. La mise en conformité de sa pratique avec une éthique suffit en soi à être engagé. La pratique alternative est une « action collective individualisée » au sens où l'acte individuel s'inscrit dans un objectif collectif, mais l'acte concret et singulier est un objectif par lui-même.

La dualité des registres de l'engagement pour ces alternatives au quotidien apparaît nettement lorsqu'il s'agit de militer pour leur développement. Nicolas Brusadelli et Yannick Martell ont ainsi étudié l'organisation de deux « villages des alternatives » dont l'objet est la présentation et la promotion de pratiques concrètes dites alternatives dans des domaines extrêmement divers. Les auteurs montrent ainsi que si les organisateurs et publics de ces « villages des alternatives » appartiennent très majoritairement aux classes moyennes, laissant à penser qu'on a affaire à un mode de vie d'une fraction de classe mu en engagement, cette population est en réalité divisée entre deux sous fractions de classes ayant des approches distinctes de l'enjeu de l'engagement dans ces villages. D'un côté, on trouve des travailleurs associatifs, plutôt jeunes, ayant une approche « pragmatique » visant l'organisation d'une sorte d'évènement promotionnel. De l'autre des enseignants et des cadres de la fonction publique, plus âgés, investissant dans ces pratiques alternatives un rôle politique de transformation sociale.

Penser les pratiques alternatives passe aussi par l'analyse des formes démocratiques de délibération qui se distinguent des pratiques démocratiques institutionnalisées. Maité Juan travaille ainsi sur l'expérience de gestion communautaire d'un centre social et culturel d'un district de Barcelone : l'Ateneo Popular Nou Barris. Né d'une lutte d'habitants qui occupent, d'abord illégalement, une usine du quartier en 1977, ce centre social et culturel est animé d'une volonté autogestionnaire, participative, ouverte sur les habitants du quartier. Cette ancrage associationniste entre nécessairement en tension avec la nécessité d'une certaine institutionnalisation qui passe par une co-construction des politiques publiques et notamment par la délégation de gestion accordée à l'association qui anime le lieu, lieu devenu pourtant propriété publique. Cette gestion par une « communauté territoriale auto-organisée » génère ainsi le développement d'une pratique démocratique qui fait l'objet d'une attention très forte par ceux qui la mettent en œuvre. Cela nécessite un effort de réflexivité et

Introduction

d'adaptation des pratiques de gestion pour éviter toute confiscation de la délibération par un groupe, ou toute inféodation aux pouvoirs publics ou normalisation des pratiques, qui fait défaut à nombre de structures de l'économie sociale et solidaire alors qu'elle est une condition de la durabilité de l'engagement collectif et donc de la vivacité d'une pratique alternative réelle à la gestion publique ou capitaliste.

De ce travail sur un centre social et culturel à la question de l'engagement dans un quartier, dans son lieu de vie, il n'y a qu'un petit pas que nous franchissons dans la 5^e partie du livre : s'engager dans un quartier. Les mobilisations d'habitants, de résidents, d'usagers d'un territoire, d'un quartier, d'un lieu fédérateur en son sein comme une école, constituent des formes récurrentes d'engagement ponctuel ou durable.

Claudette Lafaye interroge dans un premier chapitre sur ce sujet un panel de mobilisations ancrées dans différents quartiers populaires de l'Est parisien, portant sur des causes très diverses. A travers ce riche matériau, elle nous amène à considérer comment l'engagement des classes moyennes, qui constituent l'essentiel des personnes impliquées dans les mobilisations observées, au moins initialement, permet de nuancer les analyses tant sur les motifs d'engagement que sur le processus de gentrification dont leur présence témoignerait. Ni engagements égoïstes de type « not in my backyard », ni engagement altruiste de classes moyennes « au secours des pauvres », Claudette Lafaye insiste sur le fait que la cause des engagements qu'elle étudie, d'abord réactive, se construit dans le temps, est façonnée par les intérêts pluriels qui se rencontrent au cours du travail de mobilisation. Elle n'est donc pas donnée a priori et permet de se faire rencontrer des intérêts divers sous une même bannière et d'en refaçoner le périmètre. Cette construction conduit à des alliances entre classes moyennes et classes populaires de ces quartiers, qui dénotent des pratiques d'évitement puis d'exclusion des classes populaires qui fondent le processus de gentrification et donc d'en stopper plus ou moins modestement la marche.

Dans un autre chapitre, Federica Gatta interroge la manière dont les mobilisations collectives dans les transformations urbaines, plus ou moins travaillées et investies dans la demande institutionnelle de « participation des habitants », s'approprient cette figure de l'habitant. Comme l'habitant

Figures de l'engagement

lambda n'existe pas, les modes d'engagement des personnes engagées dans la vie d'un quartier vont produire des définitions ou représentations des habitants spécifiques (un autochtone à attirer sur un évènement, un sujet victime des politiques institutionnelles qu'il faut organiser, etc.). L'auteur montre ainsi que l'habitant, au cœur des transformations urbaines, ne peut être qu'un sujet abstrait mais qui permet de légitimer les formes de l'engagement dans un quartier par les différents collectifs en présence.

L'analyse de l'engagement ne passe pas uniquement par la compréhension des registres et des formes de mobilisations. Dans une sixième partie, les auteurs évoquent ce que l'engagement signifie en termes de parcours de vie, ce qu'il produit plutôt que ce dont il est le produit.

Ainsi Julien Joanny propose en s'intéressant aux ressorts individuels et aux interactions qui parcourent l'engagement associatif des jeunes, de comprendre ce que signifie l'engagement comme expérience. L'auteur montre le caractère structurant dans l'intime des personnes (relation aux autres, confiance en soi) comme dans leurs formes d'insertion sociale (acquis d'expériences pratiques, professionnalisation, rapport au monde), jusqu'à caractériser l'engagement associatif d'expérience totale. Les ressources individuelles et collectives construites par l'engagement sont *in fine* selon Julien Joanny, une source d'émancipation au sens d'avoir une meilleure compréhension et prise sur le monde.

Isabelle Lacroix interroge l'engagement dans les associations d'anciens bénéficiaires de l'Aide sociale à l'enfance des anciens enfants placés. Elle montre comment se construit cet engagement malgré le handicap d'une identité sociale négative de laquelle elle part. Partant d'une aide matérielle et d'une écoute des difficultés, ces associations créent les conditions d'un contre-don qui va se traduire par un engagement dans l'association. Comme nombre d'engagements, celui-ci sera l'objet d'une socialisation secondaire et d'un effet de levier permettant d'acquérir toute une série de compétences liées à l'exercice militant. Il permettra en outre par l'affirmation d'un collectif des anciens enfants placés, des expériences communes qui les unissent, d'opérer une affirmation identitaire permettant un retournement du stigmate lié au statut d'enfant de l'ASE.

La relation entre le parcours de vie et l'engagement, interrogé à partir de l'engagement des jeunes par Julien Joanny et Isabelle Lacroix, l'est à



Introduction

partir d'une toute autre catégorie d'âge dans la contribution de Georges Ubbiali. Ce dernier s'intéresse au syndicalisme des retraités qui loin d'être un épiphénomène puisqu'il est structuré de longue date et numériquement conséquent, interroge sur ce que le passage à la retraite produit dans l'engagement syndical, alors que ce dernier est d'abord pensé comme lié à l'emploi salarié. A partir d'un travail sur les retraités CFDT, l'auteur montre que les ressorts d'une socialisation militante solidement ancrée est une condition importante de la capacité à sortir de l'assignation au loisir et à la passivité sociale qui permet par-delà l'entrée en retraite, de poursuivre son engagement syndical et d'imaginer un rôle spécifique au syndicalisme retraité, en ouvrant le discours syndical à des thèmes qui dépassent, et pour cause, la sphère du travail.

Bibliographie

- BECKER H. (2006). « Sur le concept d'engagement », *SociologieS*, octobre.
- SAWICKI, F., & SIMÉANT, J. (2009). Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français. *Sociologie du Travail*, 51, 97-125.